



ERRATUM

**Sous-commission paritaire pour le commerce du
bois**

**CCT n° 149448/CO/125.03
du 30/11/2018**

Correction du texte néerlandais :

- A l'article 1^{er} « **41800/CO/125.03** » doit être ajoutée après « 30 avril 1996 ».
- L'article 7 des statuts du fonds doit être corrigé comme suit : « Deze bijdrage wordt geïnd en ~~ingevoerd~~ **ingevorderd** door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, die **deze** op haar beurt zal doorstorten aan het ~~fonds voor bestaanszekerheid, genaamd de~~ Fonds voor bestaanszekerheid van de houthandel. »

ERRATUM

Paritair Subcomité voor de houthandel

**CAO nr. 149448/CO/125.03
van 30/11/2018**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- In artikel 1 moet « **41800/CO/125.03** » ingevoerd worden na « 30 april 1996 ».
- Artikel 7 van de statuten van het fonds moet als volgt verbeterd worden : « Deze bijdrage wordt geïnd en ~~ingevoerd~~ **ingevorderd** door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, die **deze** op haar beurt zal doorstorten aan het ~~fonds voor bestaanszekerheid, genaamd de~~ Fonds voor bestaanszekerheid van de houthandel. »

Correction dans les deux langues :

- L'article 8 des statuts du fonds doit être corrigé comme suit : « (...) Les règles de perception, de recouvrement et de prescription relatives aux cotisations de sécurité d'existence sont les mêmes que celles applicables aux cotisations **de sécurité sociale** ordinaires. Les cotisations sont dues trimestriellement au plus tard le dernier jour du mois qui suit le trimestre concerné et en cas de paiement tardif, une majoration de 10 % et un intérêt de retard de 7 % seront appliqués. En ce qui concerne le recouvrement des arriérés, l'ONSS est chargé de procéder au recouvrement des cotisations que les employeurs assujettis n'ont pas payées dans le délai réglementaire. Avant de procéder au recouvrement judiciaire, l'ONSS met tout en œuvre pour obtenir le paiement des cotisations dues par la voie administrative. La phase judiciaire est par conséquent précédée d'une phase administrative. »
- A l'article 22 des statuts du fonds, la référence à l'« article 14 » doit être remplacée par « article 13 ».

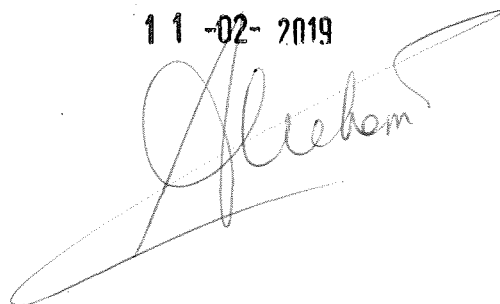
Décision du

Verbetering in beide talen :

- Artikel 8 van de statuten van het fonds moet als volgt verbeterd worden : « (...) Dit betekent dat inzake inning, invordering en verjaring, voor de **bestaanszekerheidsbijdrage** dezelfde regels moeten gelden als voor de gewone socialezekerheidsbijdragen, dit wil zeggen dat zij driemaandelijks verschuldigd is uiterlijk de laatste dag van de maand volgend op het kwartaal en dat er bij laattijdige betaling een bijdrageopslag van 10 % en een verwijlinterest van 7 % wordt aangerekend. In verband met het navorderen van deze achterstallen is het zo dat de RSZ als taak heeft de bijdragen na te vorderen die niet binnen de reglementaire **termijn** wijze door de bijdrageplichtige werkgevers betaald werden. Vooraleer tot rechtsvervolgung over te gaan stelt ~~hij~~ **de RSZ** alles in het werk om langs administratieve weg de betaling van de verschuldigde bijdrage te verkrijgen. De gerechtelijke fase wordt dus voorafgegaan door een bestuurlijke fase. »
- In artikel 22 van de statuten van het fonds, moet de verwijzing naar « artikel 14 » vervangen worden door « artikel 13 ».

Beslissing van

11 -02- 2019



Sous-commission paritaire pour le commerce du bois
Convention collective de travail du 30 novembre 2018 :

Modification et coordination des statuts du "Fonds de sécurité d'existence du commerce du bois"

* 41800/CO/12503

Article 1^{er}. La Sous-commission paritaire pour le commerce du bois, en application de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, modifie et coordonne les statuts du "Fonds de sécurité d'existence du commerce du bois" (institué par convention collective de travail du 30 avril 1996, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois et rendue obligatoire par arrêté royal du 10 mai 2001 ; cf. Moniteur belge du 11 décembre 2001), comme exposé ci-après.

Art. 2. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des entreprises du commerce du bois, ressortissant à la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois, et aux ouvriers et ouvrières qu'ils occupent.

Art. 3. La présente convention collective de travail remplace la CCT du 21 septembre 2017 (142258/CO/125.03). Elle entre en vigueur le 1^{er} avril 2019 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis d'au moins six mois et expirant un 31 décembre, adressé par lettre recommandée au président de la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois.

STATUTS MODIFIES ET COORDONNES :

CHAPITRE I^{er}. - Institution et siège

Article 1^{er}. Il est institué à partir du 1^{er} janvier 1996 un fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds de sécurité d'existence du commerce du bois".

Art. 2. Le siège social du fonds est établi rue de Birmingham 225 à 1070 Anderlecht.

CHAPITRE II. - Mission

Art. 3. Le fonds a pour objet d'assurer le financement, l'octroi et la liquidation d'avantages complémentaires fixés par la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois en faveur des ouvriers et ouvrières, occupés dans les entreprises du commerce de bois ressortissant à la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois.

Le fonds a également pour mission :

- de financer et organiser la formation professionnelle des travailleurs et des jeunes;
- de promouvoir les initiatives pour la formation et l'emploi de groupes à risque.

CHAPITRE III. - Financement

Art. 4. Les moyens financiers du fonds se composent de cotisations versées par les employeurs occupant les ouvriers et ouvrières visés à l'article 3.

Art. 5. Les cotisations sont fixées par conventions collectives de travail conclues au sein de la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois.

Art. 6. L'exercice commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 7. : les cotisations sont perçues et recouvrées par l'Office National de Sécurité Sociale, qui, à son tour, les versera au Fonds de Sécurité d'Existence du Commerce du Bois.

Il s'agit des cotisations qui financent les missions du fonds et aussi les cotisations à verser à Hout Info Bois asbl et à la Confédération Belge du Bois.

Art. 8. La base légale qui permet de confier la perception de cotisations de sécurité d'existence à l'ONSS réside à l'article 6 de la loi de sécurité sociale du 27.6.1969 et à l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence. Les règles de perception, de recouvrement et de prescription relatives aux cotisations de sécurité d'existence sont les mêmes que celles applicables aux cotisations ^{de sécurité sociale} ordinaires. Les cotisations sont dues trimestriellement au plus tard le dernier jour du mois qui suit le trimestre concerné et en cas de paiement tardif, une majoration de 10% et un intérêt de retard de 7% seront appliqués. En ce qui concerne le recouvrement des arriérés, l'ONSS est chargé de procéder au recouvrement des cotisations que les employeurs assujettis n'ont pas payées dans le délai réglementaire. Avant de procéder au recouvrement judiciaire, l'ONSS met tout en oeuvre pour obtenir le paiement des cotisations dues par la voie administrative. La phase judiciaire est par conséquent précédée d'une phase administrative.

Art. 9. Les cotisations trimestrielles sont calculées sur base des déclarations trimestrielles que l'employeur doit transmettre à l'office national de sécurité sociale au plus tard le dernier jour du mois suivant le trimestre écoulé.

Art. 10. Le solde favorable acquis à la fin de l'exercice est limité au montant total des avantages liquidés pendant le même exercice. L'excédent peut être affecté à des ristournes aux employeurs et/ou à une diminution des cotisations patronales, par convention collective de travail conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois.

CHAPITRE IV. – Nature, modalités d'octroi et liquidation des avantages complémentaires

Art. 11. Les ouvriers et ouvrières visés à l'article 3 ont droit à des avantages complémentaires, dont le montant, les conditions d'octroi et les modalités de liquidation sont fixés par conventions collectives de travail conclues au sein de la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois.

Art. 11Bis. Les avantages sociaux accordés par le Fonds sont les suivants :

Avantages aux travailleurs :

- 1) Allocation complémentaire de sécurité d'existence
- 2) Indemnité complémentaire de prépension
- 3) Prime d'ancienneté
- 4) Prime de fin d'année
- 5) Indemnité forfaitaire de licenciement
- 6) Prime « Nouveau venu dans le secteur »
- 7) Indemnité de formation permanente
- 8) Prime syndicale

Avantages aux employeurs :

- 1) Indemnité formation

Art. 12. En aucun cas, la liquidation des avantages complémentaires ne peut être subordonnée au versement par l'employeur des cotisations qui lui incombent.

Art. 12 bis. Les avantages octroyés sont gratuits pour les bénéficiaires. Aucun frais ne peut être mis à charge du bénéficiaire d'une manière ou d'une autre.

CHAPITRE V. - Gestion

Art. 13. Le fonds est géré par un comité paritaire de gestion composé de quatre membres effectifs qui sont les administrateurs du fonds.

La moitié des membres est désignée par et parmi les membres de la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois qui ont été nommés sur présentation de la Fédération nationale des négociants en bois, l'autre moitié des membres est désignée par et parmi les membres de ladite sous-commission paritaire qui représentent les ouvriers et les ouvrières de ce secteur.

Les membres du comité paritaire de gestion sont désignés pour le même terme que celui de leur mandat de membre de la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois.

Le comité paritaire de gestion est complété par quatre membres suppléants, désignés dans les mêmes conditions et pour le même terme que les membres effectifs.

En cas d'empêchement momentané, les membres suppléants remplacent les membres effectifs et en exercent les attributions.

Les fonctions de membre effectif ou suppléant du comité paritaire de gestion prennent fin par démission, par décès ou lorsque le mandat de membre de la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois prend fin ou par démission donnée par l'organisation responsable. Le nouveau membre achève le mandat de celui qu'il remplace.

Les mandats des membres effectifs et suppléants du comité paritaire de gestion sont renouvelables dans les mêmes conditions que celles où ils ont été désignés.

Art. 14. Les administrateurs du fonds ne contractent aucune obligation personnelle relative aux engagements du fonds. Leur responsabilité se limite à l'exécution de leur mandat de gestion.

Art. 15. Le comité paritaire de gestion compte un Président et un Vice-Président.

La Présidence et la Vice-Présidence sont organisées en alternance entre les organisations des employeurs d'une part et les organisations des travailleurs d'autre part et la durée d'un mandat est de 3 ans.

Art. 16. Le comité paritaire de gestion est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du fonds sans préjudice toutefois de ceux réservés à la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois par la loi ou par les présents statuts.

Le comité paritaire de gestion peut déléguer une partie de ses pouvoirs à un directeur ou à tout mandataire de son choix.

Le comité paritaire de gestion a notamment pour mission :

1. de procéder à l'engagement et au licenciement du personnel du fonds;
2. de contrôler et de prendre toute disposition nécessaire pour l'exécution des présents statuts;
3. de déterminer les frais d'administration ainsi que la quotité des recettes annuelles qui serviront à couvrir ceux-ci;
4. de faire rapport par écrit, à la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois, chaque année au cours du mois de juin sur l'accomplissement de sa mission.

Le directeur a notamment pour mission :

1. La préparation de l'ordre du jour des réunions ;

2. L'invitation des membres effectifs et suppléants du comité paritaire de gestion ; l'invitation, l'ordre du jour et les documents éventuels sont envoyés par courrier ordinaire ou par courriel électronique au minimum 5 jours ouvrables avant ladite réunion.

3. La rédaction et la distribution du compte rendu de la réunion aux membres effectifs et suppléants au maximum un mois après la dite réunion.

Art. 17. Le comité paritaire de gestion se réunit au moins deux fois par an, soit sur une convocation du président agissant d'office, soit sur convocation du directeur du fonds, à la demande d'une des organisations représentatives.

Art. 18. Le directeur du fonds assiste de droit aux séances du comité paritaire de gestion et en assume le secrétariat. Il n'a pas voix délibérative.

Art. 19. Le comité paritaire de gestion ne peut délibérer et statuer valablement que si chacune des parties est représentée.

Les décisions du comité paritaire de gestion sont prises à l'unanimité des voix des membres présents.

Les membres effectifs et les membres suppléants qui siègent en remplacement des membres effectifs, ont seuls voix délibérative.

CHAPITRE VI. - Contrôle

Art. 20. En conformité avec l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958, concernant les fonds de sécurité d'existence, la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois désigne un ou plusieurs experts-comptables, en vue de contrôler la gestion du fonds.

Il fait rapport à la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois sur sa mission, au moins une fois par an, au mois de juin.

En outre, il informe régulièrement le comité paritaire de gestion du fonds du résultat de ses investigations et lui présente les recommandations qu'il juge utiles.

CHAPITRE VII. - Bilan et comptes

Art. 21. Chaque année à la date du 31 décembre les bilans et comptes de l'exercice écoulé sont arrêtés.

CHAPITRE VIII. - Dissolution et liquidation

Art. 22. La dissolution du Fonds peut être prononcée par la Sous-commission paritaire pour le commerce du bois. Celle-ci décide de la destination des biens et valeurs du Fonds après acquittement du passif en donnant à ces biens et valeurs une affectation conforme à l'objet en vue duquel le fonds a été créé. La Sous-commission paritaire pour le commerce du bois désigne comme liquidateurs, les membres effectifs du comité paritaire de gestion prévus à l'article ~~N. 13~~

CHAPITRE IX. – Compétence en cas de litiges

Art. 23. En cas de litige entre les représentants des ouvriers et des employeurs, intervient d'abord une médiation en Commission Paritaire.

Si la médiation n'aboutit pas, il appartiendra alors au tribunal du travail du siège du fonds de statuer sur les litiges relatifs aux droits et aux obligations résultant de la loi du 7 janvier 1958

concernant les Fonds de sécurité d'existence.

Paritair Subcomité voor de houthandel

Collectieve arbeidsovereenkomst van 30 november 2018 :

Wijziging en coördinatie van de statuten van het "Fonds voor bestaanszekerheid van de houthandel"

* 41800/CO/125.03

Artikel 1. Het Paritair Subcomité voor de houthandel, bij toepassing van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, wijzigt en coördineert de statuten van het "Fonds voor bestaanszekerheid van de houthandel" (opgericht bij collectieve arbeidsovereenkomst van 30 april 1996*, gesloten in het Paritair Subcomité voor de houthandel en algemeen bindend verklaard krachtens Koninklijk Besluit van 10 mei 2001 (Belgisch Staatsblad van 11 december 2001) zoals hierna uiteengezet.

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers van de houthandelsondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de houthandel en op de werklieden en werksters die zij tewerkstellen.

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de cao van 21 september 2017 (142258/CO/125.03). Zij treedt in werking op 1 april 2019 en is gesloten voor onbepaalde tijd. Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd mits een opzegging van minstens zes maanden en eindigend op 31 december, betekend bij aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de houthandel.

GEWIJZIGDE EN GECOÖRDONEERDE STATUTEN

HOOFDSTUK I. - Oprichting en zetel

Artikel 1. Er wordt vanaf 1 januari 1996 een fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd : "Fonds voor bestaanszekerheid van de houthandel".

Art. 2. De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd Birminghamstraat 225 te 1070 Anderlecht.

HOOFDSTUK II. - Opdracht

Art. 3. Het Fonds heeft tot doel de financiering, de toekenning en de uitkering van aanvullende voordelen te verzekeren welke worden vastgesteld door het Paritair Subcomité voor de houthandel ten voordele van de werklieden en werksters, tewerkgesteld in de houthandelsondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de houthandel. Het Fonds heeft eveneens tot opdracht :

- het financieren en organiseren van de beroepsopleiding van de werknemers en de jongeren;
- het bevorderen van initiatieven voor de opleiding en de tewerkstelling van risicogroepen.

HOOFDSTUK III. - Financiering

Art. 4. De geldmiddelen van het Fonds bestaan uit bijdragen welke gestort worden door de werkgevers die de in artikel 3 bedoelde werklieden en werksters tewerkstellen.

Art. 5. De bijdragen worden vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomsten afgesloten in het Paritair Subcomité voor de houthandel.

Art. 6. Het dienstjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december.

Art. 7. Deze bijdrage wordt geïnd en ingevoerd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, die op haar beurt zal doorstorten aan het ~~fonds voor bestaanszekerheid, genaamd~~ Fonds voor bestaanszekerheid van de houthandel.

Het gaat om de bijdragen die de opdrachten van het fonds financieren en eveneens de bijdragen om aan de vzw Hout Info Bois en de Belgische Houtconfederatie te betalen.

Art. 8. De wettelijke basis waardoor de RSZ belast kan worden met de inning van een bestaanszekerheidsbijdrage is vastgelegd in artikel 6 van de socialezekerheidswet van 27.6.1969 en in artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheids- bestaanszekerheid. Dit betekent dat inzake inning, invordering en verjaring, voor de bijdrage dezelfde regels moeten gelden als voor de gewone socialezekerheidsbijdragen, d.w.z. dat zij driemaandelijks verschuldigd is uiterlijk de laatste dag van de maand volgend op het kwartaal en dat er bij laattijdige betaling een bijdrageopslag van 10 % en een verwijlrentrest van 7 % wordt aangerekend. In verband met het navorderen van deze achterstallen is het zo dat de RSZ als taak heeft de bijdragen na te vorderen die niet binnen de reglementaire wijze door de bijdrageplichtige werkgevers betaald werden. Vooraleer tot rechtsvervolging over te gaan stelt de RSZ bij alles in het werk om langs administratieve weg de betaling van de verschuldigde bijdrage te verkrijgen. De gerechtelijke fase wordt dus voorafgegaan door een bestuurlijke fase.

Art. 9. De driemaandelijke bijdragen worden berekend op basis van de driemaandelijke aangifte die de werkgever dient over te maken aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid uiterlijk de laatste dag van de maand die volgt op het verlopen kwartaal.

Art. 10. Het op het einde van het dienstjaar verworven batig saldo is beperkt tot het totaalbedrag van de in datzelfde dienstjaar uitgekeerde voordelen. Het overschot kan aangewend worden voor ristöorno's aan de werkgevers en/of een vermindering van de patronale bijdragen, bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het Paritair Subcomité voor de houthandel.

HOOFDSTUK IV. – Aard, toekenningsvoorwaarden en uitkeringswijzen van de aanvullende voordelen

Art. 11. De in artikel 3 bedoelde werklieden en werksters hebben recht op aanvullende voordelen, waarvan het bedrag, de toekenningsvoorwaarden en de uitkeringswijzen worden bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het Paritair Subcomité voor de houthandel.

Art. 11Bis. De sociale voordelen toegekend door het Fonds zijn de volgende:

Voordelen aan de werklieden:

- 1) Aanvullende uitkering van bestaanszekerheid
- 2) Aanvullende vergoeding bij brugpensioen
- 3) Anciënniteitpremie
- 4) Eindejaarspremie
- 5) Forfaitaire ontslagvergoeding
- 6) Premie voor nieuwkomers binnen de sector
- 7) Vergoeding voor permanente vorming
- 8) Syndicale premie

Voordelen voor de werkgevers:

1. Vergoeding voor vorming

Art. 12. De uitkering van de aanvullende voordelen mag in generlei geval afhankelijk zijn van de storting door de werkgever van de bijdragen welke hem zijn opgelegd.

Art. 12Bis. De toegekende voordelen zijn gratis voor de begunstigden. Aan de begunstigde mag geen enkele kost ten laste gelegd worden op de ene of andere manier.

HOOFDSTUK V. - Beheer

Art. 13. Het Fonds wordt beheerd door een paritair beheerscomité bestaande uit vier effectieve leden die de beheerders van het Fonds zijn.

De helft van de leden wordt aangewezen door en onder de leden van het Paritair Subcomité voor de houthandel die op voordracht van de Nationale Federatie der Houthandelaars benoemd zijn, de andere helft der leden wordt aangewezen door en onder de leden van voormeld paritair subcomité die de werklieden en werksters van deze sector vertegenwoordigen.

De leden van het paritair beheerscomité worden aangewezen voor dezelfde termijn, als die van hun mandaat als lid van het Paritair Subcomité voor de houthandel.

Het paritair beheerscomité wordt aangevuld met vier plaatsvervangende leden, die onder dezelfde voorwaarden en voor dezelfde termijn als de effectieve leden worden aangewezen. Bij tijdelijke verhindering, vervangen de plaatsvervangende leden, de effectieve leden en vervullen hun mandaat.

De functies van effectief of plaatsvervangend lid van het paritair beheerscomité nemen een einde door ontslag, door overlijden of wanneer het mandaat van lid van het Paritair Subcomité voor de houthandel verstrijkt, of door ontslag gegeven door de verantwoordelijke vereniging. Het nieuwe lid beëindigt het mandaat van degene die hij vervangt.

De mandaten van effectief en van plaatsvervangend lid van het paritair beheerscomité kunnen vernieuwd worden onder dezelfde voorwaarden als die waaronder zij zijn toegekend.

Art. 14. De beheerders van het Fonds gaan met betrekking tot verplichtingen van het Fonds, persoonlijk geen enkele verbintenis aan. Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van hun beheersmandaat.

Art. 15. Het paritair beheerscomité telt een Voorzitter en een Vice-Voorzitter.

Het Voorzitterschap en het Vice-Voorzitterschap worden alternerend georganiseerd tussen de werkgeversorganisaties en de werknemersorganisaties en de duur van een mandaat betreft drie jaren.

Art. 16. Het paritair beheerscomité heeft de ruimste bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het Fonds, onverminderd die welke door de wet of door deze statuten voorbehouden zijn aan het Paritair Subcomité voor de houthandel.

Het paritair beheerscomité kan een gedeelte van zijn bevoegdheden aan een directeur en aan welke mandataris ook van zijn keuze overdragen.

Het paritair beheerscomité heeft met name als opdracht :

1. de aanwerving en het ontslag van het personeel van het fonds;
2. toezicht te houden over en elke nodige maatregel te nemen voor de uitvoering van deze statuten;
3. de beheerskosten alsmede het quota der jaarlijkse inkomsten te bepalen die zullen dienen om deze onkosten te dekken;
4. elk jaar tijdens de maand juni, schriftelijk verslag uit te brengen aan het Paritair Subcomité voor de houthandel over de uitvoering van zijn opdracht.

De directeur heeft in het bijzonder als opdracht:

1. De voorbereiding van de agenda van de vergaderingen
2. De uitnodiging van de effectieve en plaatsvervangende leden van het paritaire beheerscomité; de uitnodiging, de agenda en de eventuele documenten worden opgestuurd per gewone post of per elektronische post minstens vijf werkdagen voor de gezegde vergadering.
3. De redactie en de distributie van het verslag van de vergadering aan de effectieve en plaatsvervangende leden ten laatste een maand na de gezegde vergadering.

Art. 17. Het paritair beheerscomité vergadert ten minste tweemaal per jaar, na oproeping hetzij door de voorzitter die ambtshalve handelt, hetzij na oproeping door de directeur van het Fonds, op verzoek van een der vertegenwoordigde organisaties.

Art. 18. De directeur van het Fonds woont van rechtswege de vergaderingen van het paritair beheerscomité bij en neemt het secretariaat waar. Hij is niet stemgerechtigd.

Art. 19. Het paritair beheerscomité kan alleen dan geldig beraadslagen, indien iedere partij vertegenwoordigd is.

De beslissingen van het paritair beheerscomité worden genomen met eenparigheid van stemmen der aanwezige leden.

Alleen de effectieve leden en de plaatsvervangende leden die effectieve leden vervangen, zijn stemgerechtigd.

HOOFDSTUK VI. - Toezicht

Art. 20. Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7 januari 1958, betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid wijst het Paritair Subcomité voor de houthandel, een of verscheidene accountants aan, ten einde het beheer van het Fonds te controleren.

Hij brengt ten minste eens per jaar, in de maand juni, verslag uit over zijn opdracht aan het Paritair Subcomité voor de houthandel.

Daarbij, licht hij het paritair beheerscomité van het Fonds regelmatig in, over het resultaat van zijn onderzoeken en doet de aanbevelingen die hij nuttig acht.

HOOFDSTUK VII. - Balans en rekeningen

Art. 21. Elk jaar, op 31 december, worden de balans en de rekeningen van het afgelopen dienstjaar afgesloten.

HOOFDSTUK VIII. - Ontbinding en vereffening

Art. 22. De ontbinding van het Fonds kan door het Paritair Subcomité voor de houthandel worden uitgesproken. Dit beslist over de bestemming van de goederen en waarde van het Fonds na kwijting van het passief, door aan deze goederen en waarden een bestemming te geven overeenkomstig het doel waarvoor het Fonds werd opgericht. Het Paritair Subcomité voor de houthandel wijst de in artikel 14¹³ voorziene effectieve leden van het paritair beheerscomité als vereffenaars aan.

HOOFDSTUK IX – Bevoegdheid in geval van geschillen

Art. 23. In geval van geschil tussen de vertegenwoordigers van de arbeiders en van de werkgevers, vindt er eerst een bemiddeling plaats in het Paritaire Comité.

Indien de bemiddeling niet slaagt, komt het de arbeidsrechtbank van de zetel van het Fonds toe te oordelen met betrekking tot de geschillen betreffende de rechten en plichten die voortvloeien uit de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid.